

Les discussions sur la sécurité sociale pour tous se poursuivent

La 100e session de la Conférence internationale du Travail a entamé des discussions sur les moyens d'établir la sécurité sociale pour tous, outil puissant et abordable de promotion de la croissance économique, de réduction de la pauvreté et d'atténuation des effets de la crise. Cependant, seuls 20 pour cent de la population mondiale en âge de travailler ont accès à des systèmes complets de sécurité sociale, selon un nouveau rapport à la Conférence, intitulé «La sécurité sociale pour une justice sociale et une mondialisation équitable».

6/7/2011

FTR/soc secu for all

La 100e session de la Conférence internationale du Travail a entamé des discussions sur les moyens d'établir la sécurité sociale pour tous, outil puissant et abordable de promotion de la croissance économique, de réduction de la pauvreté et d'atténuation des effets de la crise. Cependant, seuls 20 pour cent de la population mondiale en âge de travailler ont accès à des systèmes complets de sécurité sociale, selon un nouveau rapport à la Conférence, intitulé «[La sécurité sociale pour une justice sociale et une mondialisation équitable](#)».

GENÈVE (BIT en ligne) – La sécurité sociale peut apporter une contribution capitale «à une mondialisation plus équitable, au développement économique et aux changements structurels, ainsi qu'à la gestion des crises», a indiqué l'Organisation internationale du Travail (OIT) dans un rapport soumis à la Conférence internationale du Travail lors d'une session historique qui se déroule ici du 1er au 17 juin.

Selon le rapport, la question est particulièrement pertinente à la lumière de la crise économique et sociale mondiale. «On a pu constater que, quel que soit leur niveau de développement, les pays dotés de systèmes de sécurité sociale étaient beaucoup mieux armés pour faire face aux répercussions sociales de la crise», relève le rapport.

Le rapport souligne que, dans les pays les plus démunis, la sécurité sociale est un besoin encore plus impérieux que dans les autres parce qu'elle constitue un facteur de développement essentiel. «Pour nous, la sécurité sociale est l'outil primordial pour combattre la pauvreté et investir rapidement dans les gens», a déclaré Michael Cichon, directeur du Département de la sécurité sociale au BIT.

«Aujourd'hui, il importe avant tout de veiller à ce que 75 à 80 pour cent des personnes qui ne sont pas encore couvertes aient accès à une forme de sécurité sociale leur permettant de vivre sans craindre de se retrouver sans moyens de subsistance», a-t-il ajouté, rappelant que la sécurité sociale est reconnue comme un droit humain fondamental.

Les délégués, représentant les gouvernements, les employeurs et les travailleurs, vont traiter toute une série de problèmes complexes, y compris le plus épineux de tous: comment financer une couverture de protection sociale appropriée – un sujet sensible dans tous les pays, riches ou pauvres.

Actuellement, les pays allouent 10,9 pour cent de leur produit intérieur brut (PIB) à la sécurité sociale – une proportion qui varie de 4,8 pour cent en Afrique subsaharienne à 16,2 pour cent en Amérique du Nord et 23,2 pour cent en Europe occidentale.

La bonne nouvelle, précise l'OIT, c'est que «pratiquement partout, il est possible de progresser vers l'extension de la couverture de sécurité sociale», bien que certains pays à bas revenu puissent avoir besoin dans un premier temps de l'aide des bailleurs internationaux.

Ces dernières années, plus de 30 pays à revenu faible ou intermédiaire ont pris des mesures pour mettre en place certains éléments du «socle de protection sociale» – des stratégies nationales qui assurent un niveau minimal d'accès aux services essentiels et de sécurité de revenu pour tous.

La sécurité sociale est rentable

L'investissement dans la protection sociale «contribue à la santé, à la bonne alimentation et à l'éducation de la population», permettant aux travailleurs qui exercent des activités de subsistance faiblement productives

d'entrer dans l'économie formelle et de payer des impôts qui, à leur tour, serviront à financer des systèmes nationaux de sécurité sociale.

Le rapport réfute les arguments selon lesquels les pays n'ont plus les moyens de financer un haut niveau de dépenses sociales en raison de la concurrence mondiale, affirmant que ceux «qui ont réussi à atteindre une croissance durable à long terme et à réduire la pauvreté se sont tous dotés de systèmes étendus de sécurité sociale – et d'économies de marché ouvertes».

Il reconnaît cependant que les systèmes de sécurité sociale enregistrent actuellement leur plus faible niveau de recettes alors même qu'ils sont le plus fortement sollicités pour fournir une aide au revenu. De ce fait, les gouvernements devraient consentir des «dépenses anticycliques importantes» tout en autorisant «l'amenuisement des réserves de la sécurité sociale».

S'exprimant devant plus de 3 000 délégués à l'ouverture de la Conférence le 1er juin, la Présidente de Finlande, Tarja Halonen, a déclaré que les discussions devraient porter sur «les moyens de garantir la sécurité sociale à tous – pas seulement à ceux qui exercent une activité rémunérée mais aussi à ces millions de personnes qui ont été exclues des marchés du travail ou qui sont piégées dans les zones grises de l'économie mondiale».